

CNPE DU BUGEY : Le dernier village Gaulois.

Depuis le début de l'année 2009, de nombreuses grèves et actions revendicatives sont menées au sein des entreprises de la branche des Industries Électriques et Gazières (EDF, GDF-SUEZ, ERDF, GRDF).

Les directions de ces entreprises soumettent leurs agents à des pressions et des sanctions jamais vues auparavant. Avec un certain succès, d'ailleurs, puisque ces directions ont réussi à étouffer les mouvements sociaux dans toute la branche.

Toute la branche? Non! Les irréductibles agents de la Centrale Nucléaire du Bugey résistent encore et toujours à l'envahisseur ultra-libéral.

S'appuyant sur une stratégie à long terme, sur des assemblées générales régulières et souveraines, les agents des services continus et discontinus décident de mettre à leur tour la pression sur la direction du site. Ceci, afin d'obtenir la satisfaction de leurs justes revendications salariales.

Les actions de grèves, qui prendront bientôt une forme juridique, sont menées suivant trois priorités : garantie du

plus haut niveau de sûreté nucléaire, respect et sauvegarde du matériel et respect des textes régissant l'application du droit du travail à la centrale du Bugey.

Mise face à ses contradictions, la direction du site se trouve acculée et contrainte d'utiliser des méthodes de rétorsion d'un autre âge : convocation des représentants syndicaux au tribunal, non respect des textes régissant le droit de grève à la centrale, lettres de réquisition des agents et lettres de suspension du contrat de travail des agents grévistes.

Par ces agissements, la direction dégrade volontairement l'ambiance de travail, la motivation des agents et donc la sûreté nucléaire de la centrale.

Après dix mois de lutte et malgré les pressions sans cesse croissantes, les agents sont plus que jamais décidés à obtenir gain de cause sur des revendications légitimes : augmentation de 300€ pour tous, arrêt de la sous-traitance croissante, embauches à hauteur des enjeux du nucléaire, par exemple.

Dans ce cadre, la grève est donc reconduite à partir du vendredi 13 novembre, jusqu'à la prochaine parodie de négociation.

SUD Énergie Bugey

La crise est morte, vive la crise !

La crise est enfin derrière nous ! lit-on dans les journaux. *L'activité économique frémit ! les entreprises de l'Ain utilisent moins d'heures de chômage partiel !* clame *Le Progrès* du 30 octobre 2009. L'heure est donc au bilan.

Notre département aura vu, cette année, la mise en place de 24 *plans sociaux* et la suppression de 3 440 emplois (2.436 licenciements économiques et 1.004 ruptures conventionnelles), soit 1 216 de plus qu'en 2008. Le taux de chômage (7,5%) a atteint son niveau le plus haut depuis 1994 (7,9%), gagnant près de trois points en une seule année (4,7% en septembre 2008). Ces chiffres sont cependant trompeurs, car le mode de calcul de ce taux a changé plusieurs fois depuis 1994 : en réalité, le chômage dans l'Ain a sans aucun doute atteint cette année son niveau le plus élevé depuis les débuts de la V^e République (1958). Le bassin d'Oyonnax est la grande victime de cette crise : le taux de chômage y atteint 12,6%...

Un recours massif a en outre été fait au chômage partiel : la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a

répondu à 1 468 demandes, autorisé 4 993 205 heures de chômage partiel (47 735 salariés concernés) et déboursé 18 millions d'euros. À titre comparatif, en 2008, elle avait répondu à 276 demandes, autorisé 656 329 heures de chômage partiel (6 587 salariés concernés) et déboursé 1 817 000 euros. Ce sont les travailleurs et les contribuables du département qui ont fait les frais de cette crise, pas les patrons : car pendant que le Conseil général arrosait ces derniers, le nombre de dossiers en commission de surendettement a augmenté de 24 %...

Dans les milieux autorisés, on se félicite que l'activité économique semble se stabiliser au niveau de décembre 2008. Nous prendrait-on pour des idiots : décembre 2008, n'était-ce pas déjà la crise ? Avec ses 7 244 projets d'embauche pour 2009, contre 9 848 pour 2008, l'Ain enregistre encore une baisse de 2 600 emplois par rapport à l'année dernière, soit une chute de 26,4 % du nombre des intentions d'embauche. Là encore, on atteint le niveau le plus bas enregistré depuis 2002.

« Heureusement, écrit une journaliste du *Progrès* (24 octobre 2009), les métiers des services aux particuliers (employés de maison, assistantes maternelles, employés d'hôtellerie...) et de la vente résistent

mieux ». Voilà donc en quoi consistent une bonne partie des 7 244 projets d'embauche pour 2009 : des travaux saisonniers ne nécessitant aucune qualification, à temps partiel et mal rémunérés. Et le reste ne vaut pas beaucoup mieux, car ce que recherche le patronat de l'Ain, ce sont des agents d'entretien, des secrétaires, des aides-soignants, des ouvriers non qualifiés de la manutention ou encore des conducteurs routiers. On rompt des contrats à durée indéterminée, on se déleste d'ouvriers qualifiés, puis on engage des intérimaires sans la moindre qualification...

La situation est grave et ce ne sont pas des grèves menées entreprise par entreprise, secteur par secteur, qui pourront la redresser (Toray, ABB, Rencast, etc.). Toute la société est touchée : petites, moyennes et grandes entreprises, publiques (EDF, SNCF, La Poste, l'Assistance publique, etc.) comme privées. C'est donc tous ensemble que les travailleurs du privé comme du public doivent lutter et ils doivent le faire avec la seule arme dont ils disposent : la grève générale !

Sud C&S Ain appelle tous les travailleurs, chômeurs et précaires à ne pas sombrer dans le corporatisme et à organiser la convergence de leurs luttes.

SUD Commerces & Services Ain